

# JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

**BIMENSUEL**  
*Paraissant les 15 et 30  
de chaque mois*

**30 Juin 1991**

**39<sup>e</sup> année**

## Sommaire

### I. - LOIS ET ORDONNANCES

24 decembre 1990 ... Ordonnance n° 90 - 029 instituant un Conseil Economique et Social. ....

### II. - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

#### PRÉSIDENCE DU COMITÉ MILITAIRE DE SALUT NATIONAL

##### *Actes réglementaires*

12 juin 1991 ..... Décret n° 042 - 91 fixant les attributions du président du Conseil Economique et Social de son administration. ....

##### *Actes divers*

5 juin 1991 ..... Arrête n° 270 portant nomination d'un attaché. ....

#### Ministère de la Défense Nationale

##### *Actes divers*

19 mai 1991 ..... Décision n° 0450 portant inscription au tableau d'avancement de l'année 1991 du personnel de la Gendarmerie Nationale. ....

9 juin 1991 ..... Arrête n° 272 portant désignation des membres d'une commission de réforme. ....

9 juin 1991 ..... Décision n° 0540 portant constitution d'un conseil d'enquête. ....

9 juin 1991	.....	Décision n° 0541 portant mise à la retraite d'office par mesure disciplinaire de personnel de la Gendarmerie Nationale. ....
9 juin 1991	.....	Décision n° 0542 portant révocation de personnel non - officier de la Gendarmerie Nationale. ....
9 juin 1991	.....	Décision n° 0544 portant acceptation de démission de personnel de la Gendarmerie Nationale. ....
9 juin 1991	.....	Décision n° 0545 portant révocation de personnel non - officier de la Gendarmerie Nationale. ....
9 juin 1991	.....	Décision n° 0546 portant admission d'un officier dans le cadre spécial. ....

### Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

#### Actes réglementaires

9 juin 1991	.....	Arrêté conjoint n° R-106 portant approbation des budgets des communes de Nouakchott, Makta-Lahjar, Chinguitty, l'Eschir, Atar et Nouakchott. ....
9 juin 1991	.....	Arrêté n° R-108 portant approbation des budgets des communes de Nema, Timbuctou, Kobony, Kankossa, Guerrou, Routilimitt, Zouerate, Tidjikja, Bir Mogrein, R'Kiz. ....
26 juin 1991	.....	Décret n° 044 - 91 fixant les modalités pratiques du déroulement du référendum. ....
26 juin 1991	.....	Décret n° 045 - 91 portant convocation du collège électoral. ....

#### Actes divers

2 juin 1991	.....	Arrêté n° R-101 portant délégation de signature. ....
3 juin 1991	.....	Arrêté n° 260 portant révocation d'un garde national pour faute grave. ....
3 juin 1991	.....	Arrêté n° 262 portant révocation de deux gardes nationaux pour faute grave. ....
3 juin 1991	.....	Arrêté n° 263 portant révocation de trois gardes nationaux pour faute grave. ....
9 juin 1991	.....	Arrêté n° 273 portant nomination et titularisation d'agents de police, option ar. ....

### Ministère des Finances

#### Actes divers

10 avril 1991	.....	Décision n° 339 portant versement de participation de la République Islamique de Mauritanie. ....
23 avril 1991	.....	Décision n° 364 portant versement de contribution de la République Islamique de Mauritanie au fonctionnement de l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S). ....

**Ministère Chargé du Contrôle Général d'Etat***Actes divers*

14 septembre 1989 .. Décret n°89.125 portant nomination d'un chef du service de la traduction au ministère  
Général d'Etat. ....

**Ministère de l'Education Nationale***Actes réglementaires*

6 avril 1991 ..... Arrêté n° R 060 portant création du brevet de technicien "bureautique". ....  
6 avril 1991 ..... Arrêté n° R-061 portant création du brevet d'enseignement professionnel "secrétariat"  
6 avril 1991 ..... Arrêté n° R 063 portant création du brevet d'enseignement professionnel "comptabilité"  
19 mai 1991 ..... Arrêté n° R-97 fixant les programmes de langue Arabe en filière bilingue de l'Enseignement

*Actes divers*

9 juin 1991 ..... Arrêté conjoint n° R-107 portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé d'enseignement  
fondamental et secondaire dénommé "Ecole Privée Emel" à Nouadhibou. ....  
9 juin 1991 ..... Arrêté conjoint n° R-109 portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé d'enseignement  
fondamental et secondaire dénommé "le phare" à Kaédi. ....

**Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports***Actes divers*

27 mai 1991 ..... Arrêté n° 246 portant nomination et titularisation d'un ingénieur principal. ....

**Ministère de la Santé et des Affaires Sociales***Actes divers*

9 juin 1991 ..... Arrêté n° R-110 portant ouverture d'un cabinet médical à Nouakchott. ....  
9 juin 1991 ..... Arrêté n° 271 portant nomination de certains fonctionnaires au ministère de la Santé

**III - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION****IV - ANNONCES**

## I - LOIS ET ORDONNANCES

**ORDONNANCE n° 90 - 029 du 24 décembre 1990**  
*instituant un Conseil Economique et Social.*

Le Comité Militaire de Salut National a délibéré et adopté ;

Le Président du Comité Militaire de Salut National, Chef de l'Etat, promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.** - Il est institué un Conseil Economique et Social dont les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement sont régis par les dispositions de la présente ordonnance.

## TITRE I

## ATTRIBUTION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

**ART. 2.** - Le Conseil Economique et Social constitue auprès des pouvoirs publics une assemblée consultative

Il assure la représentation des principales activités économiques et sociales, favorise la coopération entre les différentes catégories socio - professionnelles et assure leur participation à la politique économique et sociale de la nation.

**ART. 3.** - Le Conseil Economique et Social est saisi par le Chef de l'Etat de demandes d'avis ou d'études.

Il peut notamment faire connaître au Chef de l'Etat son avis sur l'exécution des plans et programmes d'action à caractère économique et social.

**ART. 4.** - Le Conseil Economique et Social peut être saisi de toute question intéressant la vie économique et sociale de la nation.

Il peut, de sa propre initiative, proposer aux pouvoirs publics les mesures qui lui paraissent de nature à favoriser le développement économique et social.

**ART. 5.** - Le Conseil Economique et Social examine à titre consultatif les projets d'ordonnances et de décrets à caractère économique et social de portée nationale à l'exclusion des lois de finances.

Il est obligatoirement saisi, pour avis, sur les projets de programmes nationaux à caractère économique et social.

**ART. 6.** - Seul le conseil en assemblée est compétent pour donner son avis. Des commissions pourront être créées en son sein.

## COMPOSITION DU CONSEIL

**ART. 7.** - Le Conseil est composé, outre le président désigné par décret, de soixante-neuf membres, répartis comme suit :

- 1- Les membres élus :
  - Treize (13) représentants des collectivités régionales de masses ;
  - Treize (13) représentants des associations de masses ;
- 2- Les membres désignés :
  - Douze (12) représentants du secteur public ;
  - Douze (12) représentants du secteur commercial, agricole, pastoral ;
  - Trois (3) représentants des professions libérales.
- 3- Les membres désignés :
  - Douze (12) représentants de l'Etat en matière économique, culturelle ;
  - Deux (2) représentants de la commission nationale d'éducation de la jeunesse.

**ART. 8.** - Les membres du Conseil doivent être :

- de nationalité mauritanienne ;
- âgés de 27 ans ;
- jouir de leurs droits civils.

Les représentants professionnels doivent être élus pour un an au moins à leur tour de mandat.

**ART. 9.** - Le Conseil est présidé par une personnalité désignée par décret. Le Président du Conseil représente le Conseil de la vie publique. Il est élu par décret.

ART. 10. - Le Président du Conseil Economique et Social est assisté d'un bureau élu par ce conseil et comprenant un vice-président et deux secrétaires. Le mandat des membres élus du bureau est renouvelable chaque année.

Les membres élus du bureau sont rééligibles.

ART. 11. - Un secrétaire général nommé par décret sur proposition du président du Conseil Economique et Social assiste aux séances et en tient procès-verbal. Il assure, sous le contrôle du bureau et l'autorité du président, l'administration du Conseil Economique et Social.

ART. 12. - Les membres du Conseil Economique et Social sont désignés pour six ans. Ils sont renouvelés par tiers tous les deux ans.

Si en cours de mandat, un membre du Conseil Economique et Social décède ou vient à perdre la qualité au titre de laquelle il a été désigné, il est pourvu à son remplacement pour la durée du mandat restant à courir si celle-ci est supérieure à six mois.

Il est interdit sous peine d'exclusion à tout membre du Conseil Economique et Social de se prévaloir de cette qualité pour des objectifs ou motifs autres que l'exercice strict de son mandat.

ART. 13. - Le mandat de membre du Conseil Economique et Social est gratuit. Son exercice ne peut ouvrir droit qu'à des remboursements de frais ou à des indemnités de session ou de déplacement.

Le Président du Conseil Economique et Social pourra toutefois en raison des sujétions particulières de ses fonctions recevoir une indemnité. Ces frais et indemnités seront déterminés par décret.

### TITRE III

#### FONCTIONNEMENT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

ART. 14. - Le Conseil Economique et Social tient deux sessions ordinaires par an. Il peut être convoqué en session extraordinaire par décret. La durée de chaque session ne peut excéder un mois pour les sessions ordinaires et 15 jours pour les sessions extraordinaires.

Tout membre du Conseil Economique et Social régulièrement convoqué qui s'abstiendrait, pendant 2 sessions ordinaires consécutives, d'assister à la totalité des séances du Conseil Economique et Social ou de ses commissions, sans excuses légitimes fera l'objet d'une proposition d'exclusion.

ART. 15. - Les dates d'ouverture des sessions sont fixées par décret, après avis du bureau du Conseil Economique et Social.

La clôture des sessions a pour but de permettre la vue d'assurer la permanence du travail de préparation du travail des sessions extraordinaires, sur proposition du Conseil Economique et Social, à la fin de chaque session. C'est un groupe de travail. C'est l'initiative du président du Conseil Economique et Social constitue un simple avis. Il ne faut pas entendre en cela que toute personne susceptible d'être désignée sur les dossiers dont il a la charge.

ART. 16. - Sur proposition du Conseil Economique et Social, le Président du Conseil Economique et Social peut proposer une loi qui doit être approuvée par le Conseil Economique et Social.

ART. 17. - Les séances du Conseil Economique et Social et celles de ses commissions sont publiques.

Copies des procès-verbaux des séances sont transmises dans un délai de quinze jours, ainsi que les comptes rendus, au Président de l'Etat.

Le secrétaire général du Conseil Economique et Social tient en archives les minutes des séances, ainsi que les comptes rendus des commissions spécialisées. Les avis du Conseil Economique et Social sont transmis au Président de l'Etat.

ART. 18. - Les membres du Conseil Economique et Social ont accès aux archives du Conseil Economique et Social et à ses commissions.

ART. 19. - Le droit de vote du Conseil Economique et Social est exercé par le Président de l'Assemblée qu'il a désigné, ou par le Président de l'Assemblée qu'il a désigné.

ART. 20. - Les crédits du Conseil Economique et Social sont inscrits au budget de l'Etat et sont soumis à la comptabilité publique.

ART. 21. - Les conditions de fonctionnement du Conseil Economique et Social seront précisées par décret.

ART. 22. - Après avis du Conseil National, le Président du Conseil Economique et Social, le Chef de l'Etat, le Président du Conseil Economique et Social.

ART. 23. - Sont abrogées les dispositions antérieures contraires, notamment les lois n° 67.019 du 21 janvier 1967.

ART. 24. - La présente loi est publiée suivant la procédure prévue par la loi.

Fait à Nouakchott, le 28 juin 1991.  
Pour le Comité Militaire, Le Président du Conseil Economique et Social.

Colonel Maaouya

## II - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

## PRÉSIDENTE DU COMITÉ MILITAIRE DE SALUT NATIONAL

## ACTES RÉGLEMENTAIRES

*DECRET n° 042 - 91 du 12 juin 1991 fixant les attributions du président du Conseil Economique et Social et l'organisation de son administration.*

ARTICLE PREMIER - Le président du Conseil Economique et Social est chargé d'impulser, de coordonner et de diriger les activités du Conseil Economique et Social en vue de la réalisation des objectifs assignés à ce conseil. Il représente le Conseil Economique et Social dans toutes les manifestations de la vie publique.

ART. 2. - L'organisation de l'administration du Conseil Economique et Social comprend :

- Le cabinet composé du bureau du conseil et de deux conseillers ;
- Le secrétariat général avec une direction et quatre services.

ART. 3. - Le bureau du Conseil composé d'un vice-président et de deux secrétaires élus par le conseil, assiste le président.

ART. 4. - Le conseiller économique et social et le conseiller administratif et juridique sont chargés des études et des missions qui leur sont confiées par le président du conseil et de donner leur avis sur les divers dossiers pour lesquels ils sont consultés.

ART. 5. - Le secrétaire général est chargé sous l'autorité du président :

- du bon fonctionnement de l'administration du Conseil Economique et Social notamment en ce qui concerne la coordination, le contrôle et le suivi des tâches dévolues aux organes placés sous ses ordres ;
  - de la gestion des moyens humains, matériels financiers mis à la disposition du Conseil Economique et Social.
- Il assiste aux séances du Conseil Economique et Social dont il dresse les procès-verbaux et en garde les minutes.

Il assure la conservation des documents issus des travaux du Conseil Economique et Social et de ses commissions spécialisées.

A cet effet, la direction et de la conservation du service du secrétariat sont directement rattachées.

ART. 6. - La direction et de la conservation :

- constituer de travaux du C
- assurer la pr
- du Conseil E
- commissions
- conserver les
- Conseil Econ
- assurer la tra

A cette fin, le service ainsi que le service de la conservation de

ART. 7. - Le service chargé de :

- la traduction administrative intéressant le son administr
- repertorier travaux et le développement servir de base Economique
- collecter ces classer en vue
- archiver l'en du Conseil E commissions.

ART. 8. - Le service de la conservation des documents :

- préparer les Conseil Econ
- préparer les sessions du C
- veiller à la réglementai documents re Economique

- prendre les dispositions utiles pour préparer les lieux des réunions du Conseil Economique et Social et de ses commissions ;
- conserver tous les documents issus des travaux du Conseil Economique et Social ou de ses commissions spécialisées.

ART. 9. - Le service de la comptabilité et du matériel est chargé de :

- suivre et régulariser la situation administrative des agents et fonctionnaires mis à la disposition du Conseil Economique et Social ;
- préparer le planning des congés administratifs annuels ;
- préparer les textes, actes administratifs et autres documents intéressant les dossiers du personnel ;
- veiller à l'utilisation rationnelle du patrimoine mis à la disposition ou acquis par le Conseil Economique et Social ;
- préparer le budget du Conseil Economique et Social ;
- assurer la comptabilité, la gestion financière et l'exécution de ce budget ;
- tenir et suivre la comptabilité matière ;
- suivre les dossiers et les marchés d'études de fournitures et de travaux passés par l'administration du Conseil Economique et Social.

ART. 10. - Le service du service  
- la réception et l'arrivée et départ  
la ventilation,  
classement du co  
la dactylograph  
Economique et So

ART. 11. - En cas de be  
dispositions du présent c  
acte réglementaire pour  
différents services.

ART. 12. - Sont abro  
antérieures contraires au

ART. 13. - Le président  
Social est chargé de l'app

#### ACTES DIVERS

ARRÊTÉ n° 270 du 5 j  
d'un attaché.

ARTICLE UNIQUE. - Mo  
nommé attaché de cabin  
Militaire de Salut Nation

#### Ministère de la Défense Nationale

#### ACTES DIVERS

DECISION n° 0450 du 19 mai 1991 portant inscription au tableau d'avancement de l'année 1991 du personnel non - officier de la Gendarmerie Nationale.

ARTICLE PREMIER. - Les militaires de la Gendarmerie Nationale dont les noms et matricules suivent, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1991 pour les grades ci - après :

#### I. POUR LE GRADE D'ADJUDANT - CHEF Les adjudants

Cheikhina o/ Nema	mle 771 prof.
- El Houcein o/ El Hadj M'Bengue	mle 610 prof.
- M'Bengue Amadou Fall	mle 600 prof.
- Mohamed o/ Benni	mle 794 prof.
- Sid'Ahmed o/ Mohamedou	mle 613 prof.
- Ely o/ Amar	mle 683 prof.
- Brette Sourakhe	mle 408 prof.

- Brahim o/ Mohamed
- o/ El Bah
- Mohamed Salem o/
- Sidi o/ Sidi Mahmoud

#### II. POUR LE GRADE Les maréchaux

- Siyadi o/ Mohamed
- Kekeya Sow
- Ahmed o/ Mohamed
- Mohamed Salem o/
- Sidi o/ Abadallahi
- Ahmed Salem o/ Ah
- Bamba
- Ahmed Salem o/ Ho
- Ahmed o/ Mactar o/
- El Hadj o/ Mohamed
- Sid'El Mactar o/ Sid
- Sidi o/ Mohamed M
- Dey o/ Sada
- Mahfoud o/ Sidi El
- Koundouf Abdoulay

III - POUR LE GRADE DE MARECHAL DES LOGIS - CHEF  
*Les maréchaux des logis*

- Diop Dioulde	mle 686 prof.
- Mohamed o/ Babah	mle 647 adm.
- Moulaye Cherif o/ Grara	mle 444 prof.
- Sidi El Moctar N'Diaye	mle 636 prof.
- Moctar o/ Salem	mle 1995 prof.
- Moustapha o/ Mohamed Mahmoud	mle 1713 prof.
- Laghdaf o/ M'Bareck	mle 905 prof.
- Konate Harouna	mle 1198 prof.
- Ahmed o/ Lebramy	mle 1578 santé
- Saleck o/ Boundioug	mle 2386 prof.
- Mohamed Saleck o/ Moustapha	mle 1411 prof.
- Mahfoud o/ Houssein	mle 1924 prof.
- M'Bodj Mamadou	mle 999 cas.
- Salem o/ Sidi El Moctar	mle 2030 prof.
- Cheikh o/ Chedad	mle 1879 musique
- Sidaty o/ Habib	mle 2043 prof.
- Cheikh o/ Baba	mle 1743 prof.
- Brahim o/ Mohamed	mle 2487 Arme
- Cedigh o/ Mohamed M'Bareck	mle 907 trans.
- Coulibaly El Housseinou	mle 1736 santé
- Issagha N'Diaye	mle 1344 phot.jud.
- Sidi Mohamed o/ Mohamed Sidya	mle 2434 trans.
- Abou Kane	mle 598 auto.

IV - POUR LE GRADE DE MARECHAL DES LOGIS  
*Les gendarmes de 4ème échelon*

- El Hassen Anne	mle 633 trans.
- Zeidane o/ Moulaye Zeine	mle 2270 auto.

V - POUR LE GRADE DE GENDARME DE 4° ECHELON  
*Les gendarmes de 3ème échelon*

- Sidi o/ Cheikh	mle 766 prof.
- Ahmed o/ Sid'Ahmed	mle 927 prof.
- Mohamed o/ Dahi	mle 1420 prof.
- Hama o/ Cheikh Ahmed	mle 2109 prof.
- Mohamed Lemine o/ Taher	mle 914 prof.
- Nagi o/ Ahmed	mle 1859 prof.
- El Hadj o/ Aoukach	mle 1114 prof.
- Die o/ Jmeily	mle 2531 prof.
- Cheikh o/ Ahmed	mle 2401 prof.
- El Bache o/ Haimede	mle 1383 prof.
- Mohamed o/ Mohamed Sidi	mle 2489 prof.

*Gendarme de 2ème échelon*

- Mohamed o/ Amar	mle 2554 prof.
-------------------	----------------

*Gendarmes de 3ème échelon*

- Mohamed Abdallahi o/ Meiloud	mle 2535 prof.
- Benahi o/ Sidi	mle 1281 prof.

- Maouloud o/ Yem
- Mohamed o/ Ah
- Said o/ N'Dergu
- Mohameden o/ B
- Mohameden o/ M
- Ahmed
- Mohamed o/ Ali

*Gendar*

- Mohamed o/ Mo

*Genda*

- Zekerya o/ Aliou

*Gendar*

- Moulaye Zeine o
- Alioune o/ Ahme
- Meilick
- Sidaty o/ Laghd
- Lamine M'Bodj
- Khalifa o/ Maou
- Cedikh Diagne
- Fall Bouna
- Ahmed Fall

*Gendar*

- Amadou Oumar

*Gendar*

- Boubouth Dieng
- Mohamed o/ Sle
- Mohamed Aly o/
- Abderrahmane
- Brahim o/ Barka
- Izidbih o/ Mouta
- Souleymane o/ M
- Mahmoud
- Dedah o/ El Kor
- Maloum o/ Sidi
- Ly Amadou Mar
- Sao Malick
- Diallo Alassane
- Amadou Bilay
- Djiby Kama Lo

VI - POUR LE GRADE  
*Les genda*

- Mohamed El Mo
- Mahmoud
- Vetah o/ Hamar
- Larabass o/ Moh
- Abdallahi
- Sidi o/ Oumar
- Bena o/ Sidi Ran



Soucliem o/ Ahmed	mle 2714 prof.
- Mohamed o/ Mohamed Lemine	mle 2691 prof.
Sidi o/ Ahmed	mle 2757 prof.
- Ahmed o/ Lehoueidy	mle 2758 prof.
- Mohamed o/ Cheikh	mle 2763 prof.
- Mohamed Saleck o/ Moctar o/ Abdallahi	mle 2721 prof.
Sidi Ibrahim o/ Dedde	mle 2737 prof.
- Youba o/ Belkheir	mle 2739 prof.
- Abdou o/ El Moctar o/ El Bouh	mle 2751 prof.
- Ahmed Taleb o/ El Hadj	mle 2760 prof.
- Cheikh o/ Ibrahim El Kory	mle 2747 prof.
- Oumar o/ Ibrahim M'Baye	mle 2771 prof.
- Sidi o/ Rassoul Talhaoui	mle 2773 prof.
- Cheikhna o/ Moulaye R'Chid	mle 2695 prof.
- Ahmed o/ Mohamed	mle 2776 prof.
- Blal o/ Ahmed	mle 2727 prof.
- Mohamed El Moctar o/ Amarna	mle 2759 prof.
- Isselmou o/ Sidi Beyatt	mle 2678 prof.
- Bamba o/ Mahmoud o/ Taleb	mle 2692 prof.
- Mohamed o/ Saleck	mle 2762 prof.
- Mohamed Said o/ Mohamed Vall	mle 2690 prof.
- Vally o/ Mohamed	mle 2750 prof.
- Dadde o/ Mohamed El Hady	mle 2779 prof.
- Zaky o/ Yarba	mle 2704 prof.
- Boubacar o/ N'Diack	mle 2767 prof.
- Mohamed El Moctar o/ Mohamed Abdallahi	mle 2752 prof.
- Vadil o/ Abderrahmane	mle 2761 prof.
- Mohamed o/ Sidi dit Ghalya	mle 2688 prof.
- Sidi o/ Saidou Kasse	mle 2701 prof.
- Mohamed o/ Abeibeck	mle 2702 prof.
- Mohamed o/ Sid Ahmed	mle 2676 prof.
- Mohameden o/ Saad	mle 2724 prof.
- Boubacar Alpha o/ Isselmou	mle 2728 prof.
- Mohamed o/ Selemeta	mle 2777 prof.
- Cheikh Ahmed o/ Eleyatt	mle 2775 prof.
- Mohamedou o/ El Houssein	mle 2722 prof.
- Abdallahi o/ Guetaye	mle 2707 prof.
- Moustapha o/ Mohamed Ahmed	mle 2731 secrét.
- Dah o/ M'Bareck	mle 2774 secrét.
- N'Diaye o/ Bilal	mle 1913 cas.

ART. 2. - Le chef d'Etat - Major de la Gendarmerie Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision.

**ARRÊTÉ n° 272 du 9 juin 1991 portant désignation des membres d'une commission de réforme.**

ARTICLE PREMIER. - Sont désignés président et membres de la commission de réforme les officiers dont les noms suivent :

**Président :**

- Commandant Ahmed o/ Ahmed Cheine, directeur du service de santé de l'Armée Nationale.

**Membres :**

- Le médecin chef de l'infirmerie de Nouakchott ;
- Capitaine Moc...
- CQG à l'Etat - M...

ART. 2. - Sont tenus des séances de la commission :

- Commandant l'Intendance ;
- Le capitaine O...
- Le capitaine A...
- Le capitaine A...
- L'adjudant - chef de réforme aptitud...

ART. 3. - La commission lieu, date et heure fixés.

ART. 4. - Le chef d'Etat l'exécution du présent a...

**DÉCISION n° 0540 constitution d'un conseil**

ARTICLE PREMIER. - Son conseil d'enquête les off...

**Président rapporteur :**

- Capitaine Ham...

**Membres :**

- Lieutenant Sidi...
- Lieutenant Sou...

ART. 2. - Le président d'Etat - Major de la Ger... au fonctionnement d... charges contre l'officier

ART. 3. - L'officier dés... impérativement devant... fixée par le chef d'Eta... Nationale il s'agit de :

- Lieutenant Ba...
- 078.

ART. 4. - Le chef d'Eta... Nationale est chargé d... décision.

**DÉCISION n° 0541 du 9 juin 1991 portant mise à la retraite d'office par mesure disciplinaire de personnel non - officier de la Gendarmerie Nationale.**

ARTICLE PREMIER. - Les militaires de la Gendarmerie Nationale dont les noms et matricules suivent, sont mis à la retraite d'office par mesure disciplinaire à compter du 1er décembre 1990. Le certificat de bonne conduite ne leur sera pas délivré et ils recevront une affectation dans les réserves de l'Armée Nationale :

Noms et prénoms	Grade	Mle	Situat. famil.	Etat de ser.
N'Diaye				
Amadou Baidy	A/C	283	M. 7 Enf.	26A 8M
Konte Abou	MDL.C	627	M. 4 Enf.	18A 6M
Mohamed Salem of Ghaly	MDL.C	793	M. 4 Enf.	16A 6M
Lom Moussa				
Mamadou	MDL.C	1348	M. 3 Enf.	15A

ART. 2. - Ces militaires seront munis, chacun en ce qui le concerne, d'un bon de transport et d'une feuille de déplacement valables dans la limite de leurs droits, de leur résidence d'affectation à leur lieu de recrutement.

ART. 3. - Le chef d'Etat - Major de la Gendarmerie Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision.

**DÉCISION n° 0542 du 9 juin 1991 portant révocation de personnel non - officier de la Gendarmerie Nationale.**

ARTICLE PREMIER. - Le militaire de la Gendarmerie Nationale dont les nom et matricule suivent, est révoqué de son corps. Sa radiation des contrôles est fixée au 1er mai 1991. Le certificat de bonne conduite ne lui sera pas délivré et il recevra une affectation dans les réserves de l'Armée Nationale :

Noms et prénoms	Grade	Mle	Situat. famil.	Etat de ser.
Ahmedou of Talebna	G. 2° E.	2625	M. 1 Enf.	5A 2M

ART. 2. - Ce militaire sera muni d'un bon de transport et d'une feuille de déplacement valables dans la limite de ses droits, de sa résidence d'affectation au lieu de son recrutement.

ART. 3. - Le chef d'Etat - Major de la Gendarmerie Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision.

**DÉCISION n° 0544 du 9 juin 1991 portant mise à la retraite d'office par mesure disciplinaire de personnel non - officier de la Gendarmerie Nationale.**

ARTICLE PREMIER. - Le militaire de la Gendarmerie Nationale dont les noms et matricule suivent, sont mis à la retraite d'office par mesure disciplinaire à compter du 1er décembre 1990. Le certificat de bonne conduite ne leur sera pas délivré et ils recevront une affectation dans les réserves de l'Armée Nationale :

Noms et prénoms	Grade
Cheikh Mohamed of Mhd. Ilorma	G/S

ART. 2. - Ce militaire sera muni d'un bon de transport et d'une feuille de déplacement valables dans la limite de ses droits, de sa résidence d'affectation au lieu de son recrutement.

ART. 3. - Le chef d'Etat - Major de la Gendarmerie Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision.

**DÉCISION n° 0545 du 9 juin 1991 portant révocation de personnel non - officier de la Gendarmerie Nationale.**

ARTICLE PREMIER. - Le militaire de la Gendarmerie Nationale dont les noms et matricule suivent, est révoqué de son corps. Sa radiation des contrôles est fixée au 1er mai 1991. Le certificat de bonne conduite ne lui sera pas délivré et il recevra une affectation dans les réserves de l'Armée Nationale :

Noms et prénoms	Grade
Ghadvi of Eleyatt	G. 1° E.

ART. 2. - Ce militaire sera muni d'un bon de transport et d'une feuille de déplacement valables dans la limite de ses droits, de sa résidence d'affectation au lieu de son recrutement.

ART. 3. - Le chef d'Etat - Major de la Gendarmerie Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision.

**DÉCISION n° 0546 du 9 juin 1991 portant mise à la retraite d'office par mesure disciplinaire de personnel non - officier de la Gendarmerie Nationale.**

ARTICLE PREMIER. - Le militaire de la Gendarmerie Nationale dont les noms et matricule suivent, sont mis à la retraite d'office par mesure disciplinaire à compter du 1er décembre 1990. Le certificat de bonne conduite ne leur sera pas délivré et ils recevront une affectation dans les réserves de l'Armée Nationale :

ART. 2. - Le chef d'Etat - Major de la Gendarmerie Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision.

## Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

## ACTES RÉGLEMENTAIRES

**ARRÊTÉ CONJOINT n° R-106 du 9 juin 1991** portant approbation des budgets des communes de Nouadhibou, Kiffa, Akjoujt, Aleg, Maghta-Lahjar, Chinguitty, F'Derick, Atar et Nouakchott.

ARTICLE UNIQUE. - Sont approuvés au titre de l'exercice 1991 les budgets des communes qui s'équilibrent en recettes et en dépenses suivant le tableau ci après:

n° Ordre	Communes	Budgets approuvés
1	Atar	027.445.072
2	Aleg	006.256.553
3	Nouadhibou	391.150.000
4	Akjoujt	005.771.000
5	Kiffa	024.705.940
6	Maghta-Lahjar	005.405.912
7	Chinguitty	003.308.000
8	F'Derick	018.891.532
9	Nouakchott	546.780.940

**ARRÊTÉ n° R-108 du 9 juin 1991** portant approbation des budgets des communes de Néma, Timbédra, Djiguéni, Qualata, Aioun, Kobony, Kankossa, Guerrou, Boutilimitt, Zouérate, Tidjikja, Bir Mogrein, R'Kiz, et Moudjeria.

ARTICLE UNIQUE. - Sont approuvés au titre de l'exercice 1991 les budgets des communes suivantes qui s'équilibrent en recettes et en dépenses à :

n° Ordre	Communes	Budgets approuvés
1	Zouérate	016.050.100
2	Aioun	021.737.380
3	Moudjeria	001.980.500
4	Timbédra	011.074.000
5	Tidjikja	009.678.000
6	Néma	010.829.950
7	Kobony	002.032.848
8	Kankossa	003.933.800
9	Bir Mogrein	006.198.370
10	Guerrou	004.995.000
11	Boutilimitt	010.418.588
12	Qualata	000.861.210
13	Djiguéni	005.520.400
14	R'Kiz	007.629.048

**DÉCRET n° 044 - 91 du 26 juin 1991** fixant les modalités pratiques du déroulement du référendum du 12 juillet 1991.

ARTICLE PREMIER. - Le référendum du 12 juillet 1991 sur le projet de constitution de la République Islamique de Mauritanie, sera organisé conformément aux dispositions du présent décret.

ART. 2. - Prennent part au vote, pour ledit référendum tous les citoyens mauritaniens des deux sexes jouissant de leurs droits civils et politiques. La majorité civile est fixée à 21 ans. Le suffrage est direct et secret.

ART. 3. - Le vote sera organisé dans les bureaux électoraux ayant servi à la tenue des élections du 12 décembre 1990.

Une période exceptionnelle sera ouverte pour la révision du projet de loi. La révision est exceptionnelle et sera confiée à une commission présidée par le ministre de l'Intérieur, et comprenant, outre le ministre de l'Intérieur, deux membres du conseil d'Etat, deux membres du conseil départemental, deux membres du conseil régional. Les listes électoraux doivent être publiées au plus tard une semaine avant l'ouverture du scrutin.

ART. 4. - Des cartes électorales seront délivrées aux personnes inscrites sur les listes électorales. Elles constateront leurs identités et leur adresse. Elles seront présentées au bureau de vote.

ART. 5. - Les modèles de la procédure de leur distribution et des dispositions du décret n° 1991-100 fixant les modalités de leur distribution et des opérations de vote.

ART. 6. - Le collège électoral est constitué de tous les électeurs. Le scrutin ne dure qu'une journée. Les heures fixées par le décret n° 1991-100. Le dépouillement a lieu immédiatement après le vote.

ART. 7. - Il sera créé dans chaque bureau de vote pour 1000 votants, un bureau de vote. Les bureaux de vote sont publiés et affichés avant l'ouverture du scrutin.

ART. 8. - L'emplacement des bureaux de vote est fixé par le ministre de l'Intérieur.

ART. 9. - Cinq jours avant le jour du scrutin, seront déposés dans la commune les documents suivants :  
- le projet de constitution  
- copie du décret n° 1991-100  
- copie du décret n° 1991-100

ART. 10. - Pour exprimer son vote, le votant doit remplir une disposition du votant de la commune, conformément aux indications suivantes :

- 1° bulletin de couleur 15 cm sur 10 cm, en français "1991" "PROJET DE CONSTITUTION"
- 2° bulletin de couleur 15 cm sur 10 cm, en français "1991" "PROJET DE CONSTITUTION"

ART. 11. - Les opérations de vote sont régies par les dispositions du décret n° 1991-100.

ART. 12. - Sont considérées comme nulles les enveloppes de vote de couleurs différentes de celles prévues par le décret n° 1991-100.

ARTICLE UNIQUE. - Les élèves agents de la police stagiaires options arabe et option bilingue dont les noms suivent et qui ont satisfait aux conditions de formation théorique et pratique, sont à compter du 23 mars 1991, nommés et titularisés agents de police de 1er échelon indice 280 ;

*F) OPTION ARABE ET BILINGUE :*

- 1- El Moustaphaould Cheikh, né 1965 à Aioun
- 2- Med Lemineould Mohamed, né 1969 à Aioun
- 3- Cheikhould Medould Soueidi, né 1966 à Aioun
- 4- Hamadiould Sidi Mohamed, né 1967 à Aioun
- 5- Mohamed Ahmedould Aleya, né 1970 à Aioun
- 6- Sidi Ethmaneould Beyhabou, né 1969 à Aioun
- 7- Sid'Ahmedould Ahmed Mahmoud, né 1965 à Aioun
- 8- Mohamed Lemineould Brahim, né 1966 à Aioun
- 9- El Housseinould Aïmar, né 1968 à Aioun
- 10- Belkheirould M'bareck, né 1969 à Tentane
- 11- Edouould Sid'Ahmed, né 1967 à Tentane
- 12- Sidnaould Chighaly, né 1968 à Tentane
- 13- Sidi Mohamedould Sidi Abdalla, né 1963 à Aioun
- 14- El Hacenould El Atigh, né 1969 à Aioun
- 15- M'Seidould Boibatou, né 1967 à Aioun
- 16- Bahah San, né 1968 à Nouakchott
- 17- Med Abdallahiould Samba, né 1967 à Aioun
- 18- Gaoudould sneiba, né 1965 à Aioun
- 19- Aliould M'Barack, né 1966 à Aioun
- 20- cheikhould Abdi, né 1969 à Aioun
- 21- Isselmouould Sidi Med, né 1970 à Aioun
- 22- Mohamedould Barke, né 1962 à Tentane
- 23- Mohamed dit Masraould Hamady, né 1964 à Aioun
- 24- Cheikhould Mohamed, né 1966 à Nouakchott
- 25- Mohamed Mahmoudould Med El Hafed, né 1969 à Nouakchott
- 26- Mohamed Ahmedould Nemane, né 1967 à Aoujeft
- 27- Brahimould Deih, né 1968 à Mounquiel
- 28- Mahmoudould Abdemel, né 1965 à Nouakchott
- 29- Mouheineould Dah, né 1965 à Nouakchott
- 30- Ahmedould Banemou, né 1969 à Atar
- 31- Jiddouould Abderrahmane, né 1970 à Nouakchott
- 32- Salemould Bilal, né 1969 à Nouakchott
- 33- Cheikhould Ahmed Salem, né 1968 à Nouakchott
- 34- Ahmed Sidiould Ahmed Veknach, né 1967 à Akjoujt
- 35- Mohamedouould Boba, né 1968 à Ouad Naga
- 36- Zekeriaould Chekna El Chavi, né 1968 à Aleg
- 37- Ahmed Nagiould Mohamed, né 1968 à Ouad Naga
- 38- Moustaphaould Isselmou, né 1966 à Akjoujt
- 39- Cheikh Nemaould Taleb, né 1969 à Akjoujt
- 40- Abdellahiould Mohamed El Hafed, né 1964 à Chinguitti
- 41- Bouhaould Mactar, né 1965 à Kiffa
- 42- Yarbaould El Aleme, né 1965 à Mounquiel
- 43- Mohamed Lemineould Moustapha, né 1968 à Boutilimigt

- 44- El Hacenould Is à Chinguitti
- 45- Sidi Mohamedould Moudéria
- 46- Tiebould Mahan
- 47- Hamidouould M 1966 à Nouakchott
- 48- Mohamedould D
- 49- Mohamedould Maghta Lahjar
- 50- Mohamedould J
- 51- Boukhressould
- 52- Brahimould A Mederdra
- 53- Abdallahiould B
- 54- Abdallahiould Nouadhibou
- 55- Mohamed Lemine Tidjikja
- 56- Cheikhould Aba
- 57- Brahimould Ma
- 58- Ahmedould Abd
- 59- Cheikh Tidjani Boghé
- 60- Mohamedeneou
- 61- Mohamedould S
- 62- Elyould Sagane
- 63- Abderrahmane I
- 64- Abdel Kaderou
- 65- Mohamed Vall o
- 66- Mohamed Demba
- 67- Abidineould Sgt
- 68- Mohamed Abdal à Aleg
- 69- Ahmedould Wei
- 70- Abdel Kaderou
- 71- Mohamedould à Nouakchott
- 72- El Mactarould C
- 73- Mohamed Lemine Diguéni
- 74- Mohamed Salen Atar
- 75- Brahimould M 1969 à Nouakchott
- 76- Mohamed Echeil 1965 à Boumdeio
- 77- Mohamed Bouya Atar
- 78- Ahmedouould Nouakchott
- 79- Hamadaould Ah
- 80- Mohamedould 1970 à Atar
- 81- Bahiyaould Ely
- 82- Mohamed Lemine Aoujefet
- 83- Ahmedould Den
- 84- El Arbiould Zeid
- 85- Mahfoudhould Nouadhibou
- 86- Brahimould Ma
- 87- Mohamedould S
- 88- Mohamed Abde 1969 à Atar
- 89- Sidi Mohamed 1966 à Kiffa
- 90- El Babould Bo Nouakchott

- 91- Souteimane ould Ahmed Ely, né 1964 M'Bout
- 92- Lemrabott ould Mohamed Selibaby, né 1967 à Selibaby
- 93- Dah ould Mohamed Abdellaye, né 1967 à Mederdra
- 94- Mohamed Mahmoud ould Abdel Jelil, né 1968 SEB / Nouakchott
- 95- Sidi El Khair ould Kouna, né 1966 à Néma
- 96- Mahmoud ould M'Reizigue, né 1970 à Monguel
- 97- Cheikh Amar ould Mohamed Lemine, né 1970 à Boucoul
- 98- Bahenna ould Limane, né 1968 à Mounquiel
- 99- Ely ould brahime, né 1970 à Monguel
- 100- Moussa ould Yeslem ould Abeid, né 1968 à Nouakchott
- 101- Mohamed Baba ould Ahmed Jidou, né 1961 à Mederdra
- 102- Brahim ould Chbeir, né 1970 à Agueilat
- 103- Sidi Mohamed ould Ahmed ould Abdel Kader, né 1967 à Barkewel
- 104- Ould Bouh Hamadi Sidi Bouya, né 1969 à Mounquiel
- 105- Ahmed ould Imouda, né 1968 à Guerrou
- 106- Idoumou ould Hacheme, né 1968 à M'Bout
- 107- Moussa ould Aboye, né 1964 à Kaédi
- 108- Moustapha ould Cheikh, né 1969 à Boumdeid
- 109- Sidi ould Issa, né 1969 à Kiffa
- 110- Mohamed ould Jidou, né 1967 à Tentane
- 111- Mahmoud ould Guene, né 1970 à Kiffa
- 112- Henni ould Ismail, né 1968 à Kiffa
- 113- Mohamed ould Mohamed Boye, né 1967 à Kiffa
- 114- Mohamed Lemine ould Boukhary, né 1965 à Kiffa
- 115- Saleme Nagi ould Ahmed Jidou, né 1969 à Maghita - Lahjar
- 116- Isselmou ould Taleb, né 1965 à Kiffa
- 117- Ahmedou ould Mohamed, né 1968 à Guerrou
- 118- Melanine ould Yesleme, né 1969 à Kiffa
- 119- Moustapha ould Ahmed Salem, né 1970 à Ould Yengé
- 120- Yarba ould Aly, né 1968 à Kiffa
- 121- Mohamed Nagem ould Babya, né 1962 à Kiffa
- 122- Ould Issa Mohamed Fadel, né 1967 à Tamechekett
- 123- Mohamed Vall ould Issa, né 1968 à Kiffa
- 124- Abdel Baghi ould Ahmed Salem, né 1966 à Ould Yengé
- 125- Moustapha ould Cheikh, né 1969 à Kiffa
- 126- Teyeb ould Mohamed, né 1967 à Adel Brou
- 127- Ahmed Zeidane ould Saad, né 1968 Guerrou
- 128- El Hassen ould Saleck, né 1965 à Kiffa
- 129- Moussa ould Moloud, né 1965 à Kiffa
- 130- Mohamed ould Ahmed, né 1964 à Kiffa
- 131- Taleb ould Salem Vall, né 1967 Kiffa
- 132- Mohamed ould Mohamed Lemine, né 1967 Kankossa
- 133- Ahmedou ould Thiemghou, né 1969 à Kiffa
- 134- Sidi ould Mohamed Lemine, né 1969 à Kiffa
- 135- Deddah ould Hamadi, né 1966 à Kiffa
- 136- Aly ould Sid'Ahmed, né 1968 Kiffa
- 137- Mohamed ould Mohamed Mahmoud, né 1970 à Kiffa
- 138- Abderrahmane ould Brahim, né 1967 à Kiffa
- 139- Mohamed Salem ould Mohamed Lemine, né 1966 à Kiffa
- 140- Mohamed El Mehdi ould Mohamed Lemine, né 1965 à Kiffa
- 141- Mohamed Lemine ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 142- Aly ould Moctar, né 1965 à Kiffa
- 143- Isselmou ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 144- Ahmed ould Messou, né 1965 à Kiffa
- 145- Sidi Mohamed ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 146- Sidi Mohamed ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 147- Ould Jemouha Bouk, né 1965 à Kiffa
- 148- Mohamed ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 149- Abaye ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 150- Mohamed ould Gue, né 1965 à Kiffa
- 151- Izid Bih ould Ely, né 1965 à Kiffa
- 152- Boubba Mane, né 1965 à Kiffa
- 153- Mamadou N'Daw, né 1965 à Kiffa
- 154- Sidina ould Guigui, né 1965 à Kiffa
- 155- Hyih ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 156- Abderrahmane ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 157- Avelouatt ould Dah, né 1965 à Kiffa
- 158- Ahmedou ould Min, né 1965 à Kiffa
- 159- El Haj ould Tijani, né 1965 à Kiffa
- 160- Mohamed, Abde, né 1965 à Kiffa
- 161- Taghioullah, né 1965 à Kiffa
- 162- Mohamed Limam ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 163- Akjoujt, né 1965 à Kiffa
- 164- Haiboullah ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 165- R'Kiz, né 1965 à Kiffa
- 166- Cheikh ould Ahmed, né 1965 à Kiffa
- 167- Boutilimit, né 1965 à Kiffa
- 168- Sid El Moctar ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 169- Tentene, né 1965 à Kiffa
- 170- Mohamed Lemine ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 171- 1968 à Nouadhibou
- 172- Mohamed ould Sid, né 1965 à Kiffa
- 173- 1967 à Atar
- 174- Abdellahi ould Led, né 1965 à Kiffa
- 175- Lebbib ould Moham, né 1965 à Kiffa
- 176- Mohamed El Mous, né 1965 à Kiffa
- 177- 1967 à Moudjéria
- 178- Lemrabott ould Che, né 1965 à Kiffa
- 179- Mohamedou ould Sa, né 1965 à Kiffa
- 180- Mohamed Lemine ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 181- Saleck ould El Vall, né 1965 à Kiffa
- 182- Vall ould Ely, né 1965 à Kiffa
- 183- El Weilla ould Ahmed, né 1965 à Kiffa
- 184- Brahim ould Moham, né 1965 à Kiffa
- 185- Ahmed Bedid, né 1965 à Kiffa
- 186- Mohamed ould Ade, né 1965 à Kiffa
- 187- Sidi Mohamed ould Gohar, né 1965 à Kiffa
- 188- Yahya ould Moham, né 1965 à Kiffa
- 189- Aioun, né 1965 à Kiffa
- 190- Sid'Ahmed Bccaye ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 191- Mohamed El Moct, né 1965 à Kiffa
- 192- Oualata, né 1965 à Kiffa
- 193- Mohamed ould Mou, né 1965 à Kiffa
- 194- 1967 à Aguinatt R, né 1965 à Kiffa
- 195- Mohamed Memine ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 196- né 1970 à Bassekno, né 1965 à Kiffa
- 197- Moulaye Ismail ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 198- Mohamed Mahmoud ould Mohamed, né 1965 à Kiffa
- 199- Timbedra, né 1965 à Kiffa

- 187- Cheikhna oul Tarr, né 1969 à Nouakchott
- 188- Ahmed Jeddou oul Mohamed, né 1970 à Boukhzame
- 189- Ba oul Boubada, né 1969 à Oualata
- 190- Sidi Mohamed oul Saleck, né 1970 Basseknou
- 191- Brahim oul Ali, né 1969 Timbedra
- 192- Cheikh Sid'Ahmed El Becaye oul Bah, né 1968 à Néma
- 193- Ebbe oul Taleb, né 1968 à Timbedra
- 194- Mohamed Lemine oul Mohamed Laghdaf, né 1968 à Bougadoun
- 195- Seyidina Amour oul Mohamed Beidella, né 1965 à Oualata
- 196- Oul Mohamed Moulaye, né 1966 à Timbedra
- 197- Abdel Kerim oul Ghassem oul Moulaye, né 1964 à Timbedra
- 198- M'Barek oul Mohamed, né 1966 à Nema
- 199- Oul Abdourahim Khadim, né 1968 à Rosso
- 200- Ahmed oul Mohamed Vall, né 1966 à Boutilimit
- 201- Mohamed oul Mohamed El Moustapha, né 1969 à Boutilimit
- 202- El Hacen oul Mohamed, né 1969 à Timbedra
- 203- El Khalifa oul Ghoureiche, né 1968 à keur-Macene
- 204- Bedine oul Brahim, né 1970 à Mederdra
- 205- Sidi Mohamed oul Mohamed Mahmoud, né 1969 à Kiffa
- 206- Moctar oul Chebane, né 1970 à keur-Macene
- 207- Mohamed Baba oul Yahya, né 1964 à Mederdra
- 208- Sidi Beyatt oul Mohamed Sidi, né 1962 à Lebeirid
- 209- Mohamed Abdellahi oul Sidya, né 1965 à Nouakchott
- 210- Moctar oul H'Bib, né 1969 à chinguitti
- 211- Ahmed oul Mohamed El Mamoun, né 1966 à Quad - Naga
- 212- Oumar oul Mohamed Naffé, né 1968 à Quad - Naga
- 213- Khalifa oul Cheikhna, né 1969 à Aioun
- 214- Feil oul Sidigh, né 1970 à keur-Macene
- 215- Mohamed oul Salem, né 1968 à Rosso
- 216- Ahmed oul Dah, né 1968 à Mederdra
- 217- Jafar oul Boubecar, né 1968 à Moudjéria
- 218- Ali oul M'Bareck, né 1967 à Mounguel
- 219- Cheikh oul Abdellahi, né 1966 à Mederdra
- 220- Abdellahi oul Cheddad, né 1969 à Boutilimit
- 221- Demba oul Saleck, né 1967 à Nouakchott
- 222- Mohamed Ghadi oul Mohameden, né 1968 à R'Kiz
- 223- Khatar oul Abei, né 1966 à Boutilimit
- 224- Abderrahmane oul Mohameden, né 1970 à R'Kiz
- 225- El Moctar oul Bechir, né 1967 à Nouakchott
- 226- Mohamed oul
- 227- Saleck oul A
- 228- Mohamed oul Boutilimit
- 229- Sid'El Moctar
- 230- El Haddi oul R'Kiz
- 231- Cheikhna oul
- 232- Boubecar oul
- 233- Mohamed oul Boutilimit
- 234- Cheikh oul Keur - Macen
- 235- El Bambari oul Mederdra
- 236- Mohamed oul
- 237- Cheikh oul
- 238- Ahmed oul Keur - Macen
- 239- Jafar oul M
- 240- Dah oul M Nouakchott
- 241- Massa oul M
- 242- Idoumou oul Timbedra
- 243- Mohameden 1968 à Nouak
- 244- Mane oul El
- 245- Cheikh oul
- 246- Amarna oul
- 247- Mohamed oul
- 248- Abdellahi oul Nouakchott
- 249- Jemal oul El
- 250- Aboubecrine Rosso
- 251- Moctar Sow, r
- 252- Oul Mohamed à Tamchekett
- 253- Sid'Ahmed oul
- 254- Abobecrine oul
- 255- Mohamed Ali Amar
- 256- Mohamed Le
- 257- Lebat oul Iss
- 258- Cheikhboutar Cheggar
- 259- Sid'El Moctar Yengé
- 260- Mohamed El Cheikh, né 19
- 261- Mohamed Ma Hassi Amar
- 262- Yahya oul M
- 263- Mohamed Ma Kankossa
- 264- Cheikh oul A

- 265- Khouna ould Sidi Hajouge, né 1965 à Kiffa
- 266- Abdellahi ould Khattry, né 1966 à Selibaby
- 267- Benabi ould Abdellahi, né 1969 à Laboulli
- 268- Mohamed Lemine ould Abdeidi, né 1967 à Lehraj
- 269- Teyab ould Cheikh Ahmed, né 1969 à Selibaby
- 270- Mohamed ould Ahmed, né 1968 à Ouad Naga
- 271- Mohamed ould Sidi Nagi, né 1969 à Kiffa
- 272- Mohamed Lemine ou Abdeiballa, né 1964 à Selibaby
- 273- Hamed Salem ou Mohamed Mahmoud, né 1965 à Selibaby
- 274- Farba ould M'Bareck, né 1962 à Selibaby
- 275- Herini ould Mohamed, né 1968 à Boutilimitt
- 276- Mohamed ould Sidi El Moctar, né 1970 à Tidjikja
- 277- Ahmed Salem ould Emir, né 1966 à Boutilimitt
- 278- Moustapha ould Bechir, né 1969 à Tidjikja
- 279- Mohamed ould Hacen, né 1970 à Tidjikja
- 280- Sidi Abdalla ould Hassen, né 1967 à Tidjikja
- 281- Taher ould Mohamed Mahmoud, né 1969 à Tidjikja

- 282- Sidi ould Hamadi, né
- 283- Mohamed Ahmed ou Tidjikja
- 284- Chighaly ould Ramo
- 285- Mohamed ould Elen
- 286- Lebchir ould Hamed
- 287- Ahmed ould Ethmar
- 288- Sid'El Moctar ou Zouerate
- 289- Dah ould Elemine,
- 290- Brahim ould Ahmed
- 291- El Moctar ould Joue
- 292- Moulaye Zeine ou Zouerate
- 293- Mohamed Ali ould à Zouérate
- 294- Mohamed Abderr Moctar, né 1968 à A
- 295- Abdel Jelil ould Nap
- 296- Abdellahi ould Moh à R'Kiz

Ministère des Finances

## ACTES DIVERS

*DECISION n°339 du 10 avril 1991 portant versement de participation de la République Islamique de Mauritanie au capital de la B.A.D.*

ARTICLE PREMIER. - Est autorisé le versement de la somme de *vingt quatre millions cinq cent cinquante deux mille Ouguiya* (24.552.000UM) représentant des arriérés de participations au capital de la Banque Africaine de Développement (B.A.D.)

ART.2. - La dépense est imputable au budget de l'Etat 41 06 01 - 01 - 01 Gestion 1991 et son montant sera viré au compte de la BAD n°0356668004/L Banque Worms - Paris.

ART.3. - Le Directeur du Budget et des Comptes et le Trésorier Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

*DÉCISION n° 364 du 23 avril 1991 portant contribution de la République Islamique de Mauritanie au Budget de l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.)*

ARTICLE PREMIER. - Est autorisé le versement de l'O.M.S. de la somme de *vingt quatre millions cinq cent cinquante deux mille Ouguiya* (24.552.000UM) représentant la contribution de la République Islamique de Mauritanie au Budget de cette Organisation.

ART.2. - La dépense est imputable au budget de l'Etat 1991 titre 25 - chapitre 01 - 01 - 01 Gestion 1991 et son montant sera viré au compte de la BAD n°0356668004/L Banque Worms - Paris.

ART.3. - Le Directeur du Budget et des Comptes et le Trésorier Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

## Ministère Chargé du Contrôle Général d'Etat

## ACTES DIVERS

**DÉCRET n° 89 - 125 du 14 septembre 1989 portant nomination d'un chef du service de la traduction au ministère chargé du Contrôle Général d'Etat.**

**ARTICLE UNIQUE** - M. [nom] professeur licencié en [matière], matricule 44781Z, est nommé chef du service de la traduction au ministère chargé du Contrôle Général d'Etat.

## Ministère de l'Education Nationale

## ACTES RÉGLEMENTAIRES

**ARRÊTÉ n° R-060 du 6 avril 1991 portant création du brevet de technicien "bureautique".**

**ARTICLE PREMIER :** En application de l'article 5 de l'arrêté fixant le régime général des brevets de technicien, il est créé un diplôme de brevet de technicien "bureautique".

**ART. 2.** - La possession du BT "bureautique" confère la qualification professionnelle de "secrétaire de service".

**ART. 3.** - Le régime particulier des examens, les horaires hebdomadaires et les programmes de formation conduisant à la délivrance du diplôme du BT "bureautique" sont fixés conformément aux dispositions ci-après.

**ART. 4.** - Les programmes d'enseignement pour les disciplines du domaine professionnel et les programmes d'enseignement pour les disciplines du domaine général sont fixés respectivement en annexes II et III du présent arrêté.

*Des programmes, des horaires hebdomadaires et des disciplines d'enseignement.*

**ART. 5.** - Les disciplines d'enseignement et les horaires hebdomadaires sont fixés comme suit :

discipline d'enseignement

A. Enseignement

- TRAVAUX PRATIQUES DE SECURITE  
- ADMINISTRATION COMMERCIALE  
- ET DU PERSONNEL  
- ORGANISATION ET SUIVI DES  
- ACTIVITES  
- BUREAUTIQUE  
- COMMUNICATION INTERNE  
- ET EXTERNE



discipline d'enseignement	horaire hebdomadaire	
	1ère année	2ème année
DACTYLOGRAPHIE	4 h	4 h
TECHNIQUES COMPTABLES	2 h	2 h
* total enseignement professionnel	23 h	23 h
<b>B. Enseignement général :</b>		
ECONOMIE ET DROIT	4 h	4 h
LANGUE D'ENSEIGNEMENT	3 h	3 h
LANGUE SECONDE	4 h	4 h
TROISIEME LANGUE	2 h	2 h
CONNAISSANCE DU MONDE CONTEMPORAIN	1 h	1 h
* total enseignement général	14 h	14 h
TOTAL DISCIPLINE D'ENSEIGNEMENT	37	37

# TITRE Du régime particulier

ART. 6. - L'évaluation des candidats aux brevets de technicien "bureautique" se fera dans les deux domaines suivants :

- la formation professionnelle
- la formation générale

Pour chacun des deux domaines, l'évaluation sera faite sur des épreuves faisant l'objet d'épreuves écrites, de durée, coefficients et notation comme suit :

épreuves	nature des épreuves	durée	coefficient
<b>A. Domaine professionnel :</b>			
EP1 TRV. ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX	écrite	4 h	8
- organisation et suivi des activités			
- communication écrite			
- administration commerciale			
- administration du personnel			
- comptabilité			
EP2 TP DE BUREAUTIQUE	pratique	4 h	6
EP3 DACTYLOGRAPHIE	pratique	2 h	4
EP4 COMMUNICATION ORALE	orale	30 mn	3
* total domaine professionnel		10 h 30 mn	21
<b>B. Domaine de l'Enseignement général :</b>			
EG1 ECONOMIE ET DROIT	écrite	3 h	2
EG2 LANGUE D'ENSEIGNEMENT	écrite	3 h	3
EG3 LANGUE SECONDE	écrite	2 h	2
EG4 TROISIEME LANGUE	écrite	1 h	1
EG5 CONNAISSANCE DU MONDE CONTEMPORAIN	orale	30 mn	1
* total domaine enseignement général		9 h 30 mn	9
TOTAL ADMISSION		20 h	30

ART. 7. - La définition des épreuves (but, conditions d'examen, travail demandé et modalités de notation) est fixée en annexe I du présent arrêté.

ART. 8. - Des instructions pédagogiques élaborées par la direction de l'Enseignement Technique compléteront, en tant que de besoin, les dispositions du présent arrêté et préciseront, le cas échéant, ses modalités d'application.

ART. 9. - Les dispositions du présent arrêté sont en vigueur à compter de la date de signature du technicien.

ART. 10. - Le présent arrêté est adopté.

**ARRÊTÉ n° R-061 du 6 août 1991**  
**portant sur le brevet d'enseignement professionnel "bureautique".**

ARTICLE PREMIER. - En application de l'article 5 de l'arrêté fixant le régime général des brevets d'Enseignement Professionnel, il est créé un diplôme de brevet d'Enseignement Professionnel "secrétariat-bureautique".

ART. 2. - La possession du BEP "secrétariat-bureautique" confère la qualification professionnelle de "secrétaire d'écriture".

ART. 3. - Le programme particulier des examens, les horaires hebdomadaires et les programmes de formation conduisant à la délivrance du diplôme du BEP "secrétariat-bureautique" sont fixés conformément aux dispositions ci-après.

ART. 4. - Les programmes d'enseignement pour les disciplines du domaine professionnel et les programmes d'enseignement pour les disciplines du domaine général sont fixés respectivement en annexes II et III du présent arrêté.

### TITRE I

#### Des programmes, des disciplines et des horaires hebdomadaires

ART. 5. - Les disciplines d'enseignement et les horaires hebdomadaires correspondants sont fixés comme suit :

discipline d'enseignement	horaire hebdomadaire	
	1ère année	2ème année
<b>A. Enseignement professionnel :</b>		
DACTYLOGRAPHIE	6 h	6 h
TP SECRETARIAT	3 h	4 h
ORGANISATION ET SUIVI DES ACTIVITES	2 h	2 h

épreuves	nature des épreuves	durée
<b>A. Domaine professionnel :</b>		
EP1 DACTYLOGRAPHIE	pratique	3 h
EP2 TP DE BUREAUTIQUE	pratique	3 h
EP3 TP ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX	écrite	4 h
- organisation et suivi des activités (OSA)		
- communication écrite		
- administration commerciale		
- administration du personnel		
EP4 COMMUNICATION ORALE	orale	20 mn
* total domaine professionnel		10 h 20 mn
<b>B. Domaine de l'Enseignement général :</b>		
EG1 EPREUVE ECONOMIQUE ET JURIDIQUE	écrite	2 h
EG2 LANGUE D'ENSEIGNEMENT	écrite	3 h
EG3 LANGUE SECONDE	écrite	2 h
EG4 TROISIEME LANGUE	écrite	20 mn
* total domaine enseignement général		7 h 20 mn
TOTAL ADMISSION		14 h 20 mn

discipline d'enseignement

- COMMUNICATION ECRITE

- INFORMATIQUE

- COMPTABILITE

- ADMINISTRATION COMMERCIALE

ET DU PERSONNEL

\* total enseignement professionnel

**B. Enseignement général :**

- INITIATION ECONOMIQUE

- INITIATION JURIDIQUE

- LANGUE D'ENSEIGNEMENT

LANGUE SECONDE

TROISIEME LANGUE

\* total enseignement général

TOTAL DISCIPLINE D'ENSEIGNEMENT

#### Du régime

ART. 6. - L'évaluation au brevet d'Enseignement Professionnel "secrétariat-bureautique" est faite sur la base des épreuves suivantes :

- la forme

- la forme

Pour chacun des candidats faisant l'objet d'une évaluation, la durée, coefficient et la note sont fixés comme suit :

ART. 7. - La définition des épreuves, leur contenu, conditions d'examen, travail demandé et modalités de notation est fixés en annexe I du présent arrêté.

ART. 8. - Des instructions pédagogiques élaborées par la direction de l'Enseignement Technique compléteront, en tant que de besoin, les dispositions du présent arrêté et préciseront, le cas échéant, ses modalités d'application.

ART. 9. - Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter de la session 1991 des brevets d'enseignement professionnel.

ART. 10. - Le présent arrêté sera enregistré.

# **ARRÊTÉ n° R-063 du 6 avril 1991 portant création du brevet d'enseignement professionnel "comptabilité"**

ARTICLE PREMIER. - En application de l'article 5 de l'arrêté fixant le régime général des brevets de technicien, il est créé un diplôme de brevet d'enseignement professionnel "comptabilité".

ART. 2. - La possession du BEP "comptabilité" confère la qualification professionnelle d'"aide comptable".

ART. 3. - Le régime particulier des examens, les horaires hebdomadaires et les programmes de formation conduisant à la délivrance du diplôme du BEP "comptabilité" sont fixés conformément aux dispositions ci après.

ART. 4. - Les programmes d'enseignement pour les disciplines du domaine professionnel et les programmes d'enseignement pour les disciplines du domaine général sont fixés respectivement en annexes II et III du présent arrêté.

## **TITRE I**

### **Des programmes, des disciplines et des horaires hebdomadaires**

ART. 5. - Les disciplines d'enseignement et les horaires hebdomadaires correspondants sont fixés comme suit :

discipline d'enseignement

#### **A. Enseignement professionnel :**

TRAVAUX COMPTABLES

COMPTABLES

COMPTABLES

COMPTABLES ET INFORMATIQUE

COMPTABLES

ADMINISTRATION COMMERCIALE

ETES PERSONNEL

FORMATION INTERNET

EXTERNE

ORGANISATION DES ACTIVITES

ACTIVITES

ACTIVITES

\* total enseignement professionnel

#### **B. Enseignement général :**

INITIATION ECONOMIQUE

ET INFORMATIQUE

LANGUE D'ENSEIGNEMENT

LANGUE SECONDE

TROISIEME LANGUE

\* total enseignement général

TOTAL DISCIPLINE D'ENSEIGNEMENT

## TITRE II

## Du régime particulier des examens

ART. 6. - L'évaluation des compétences des candidats au brevet de technicien "comptabilité" est organisée dans les deux domaines suivants :

- la formation professionnelle ;

- la formation

Pour chacun des domaines faisant l'objet d'épreuves, la durée, coefficients et la notation sont fixés comme suit :

épreuves	nature des épreuves	durée
<b>A. Domaine professionnel :</b>		
EP1 TRAVAUX COMPTABLES ET COMMERCIAUX	écrite	4 h
EP2 TRAVAUX ADMINISTRATIFS ET DE COMMUNICATION	écrite	3 h
EP3 TRAVAUX DE BUREAUTIQUE	30 mn prépa. 30 mn sur poste	1 h
* total domaine professionnel		8 h
<b>B. Domaine de l'Enseignement général :</b>		
EG1 ECONOMIE ET DROIT	écrite	2 h
EG2 LANGUE D'ENSEIGNEMENT	écrite	3 h
EG3 LANGUE SECONDE	écrite	2 h
EG4 TROISIEME LANGUE	orale	20 mn
* total domaine enseignement général		7 h 20 mn
TOTAL ADMISSION		15 h 20 mn

ART. 7. - La définition des épreuves (but, conditions d'examen, travail demandé et modalités de notation) est fixée en annexe 1 du présent arrêté.

ART. 8. - Des instructions pédagogiques élaborées par la direction de l'Enseignement Technique compléteront, en tant que de besoin, les dispositions du présent arrêté et préciseront, le cas échéant, ses modalités d'application.

ART. 9. - Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter de la session 1991 des brevets d'enseignement professionnel.

ART. 10. - Le présent arrêté sera enregistré.

**ARRÊTÉ n° R-97 du 19 mai 1991 fixant les programmes de langue arabe en filière bilingue de l'Enseignement Fondamental.**

ARTICLE PREMIER. - Les programmes de langue arabe en filière bilingue annexés au présent arrêté sont approuvés et rendus obligatoires dans les différents niveaux de l'Enseignement Fondamental dès la signature du présent arrêté.

ART. 2. - Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté notamment celles de l'arrêté n° 133 du 11 novembre 1975 fixant les programmes de l'Enseignement Fondamental pour ce qui concerne les programmes de langue arabe en filière bilingue.

ART. 3. - L'inspecteur de l'Enseignement Fondamental, les directeurs de l'Enseignement Fondamental, les instituteurs, les enseignants de l'Enseignement Fondamental et tout autre personnel de ce qui le concerne, de l'Enseignement

## ACTES DIVERS

**ARRÊTÉ CONJOINT**  
portant autorisation  
privé d'enseignement  
dénommé "Ecole Privée"

ARTICLE PREMIER. -  
Saleck, directeur gé-  
néral en 1931 à Tidjik  
domicilié à Nouak-  
Nouadhibou, un état  
fondamental et seco-  
Émil".

ART. 2. - Toute infrac-  
82-015 bis du 12 fév-  
dudit établissement.

ART. 3. - Les secrétai-  
l'Intérieur, des Poste  
l'Éducation National  
le concerne, de l'exéc-  
communiqué partout

